

Brochure n° 3031

**Convention collective nationale**

IDCC : 897. – **PERSONNEL DES SERVICES**  
**INTERENTREPRISES DE MÉDECINE**  
**DU TRAVAIL**  
**(6<sup>e</sup> édition. – Août 2005)**

**ACCORD DU 8 SEPTEMBRE 2005**  
**RELATIF À LA REVALORISATION DES BAS SALAIRES EN 2005**

NOR : *ASET0551304M*

IDCC : 897

Entre :

Le CISME,

D'une part, et

La fédération santé et sociaux CFDT ;

La fédération santé et sociaux CFTC ;

La fédération de la santé et de l'action sociale CGT ;

Le syndicat national des professionnels de la santé au travail (SNPST),

D'autre part,

il a été décidé ce qui suit :

1° La valeur de référence du point à la date de signature du présent accord demeure celle en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, soit 7,754 €.

Elle servira de base de discussion, pour 2006, aux négociations prévues à l'article 21 de la convention collective nationale.

2° Le salaire minimum professionnel garanti, prévu à l'article 21, porté par accord du 1<sup>er</sup> février 2005 à 15 604,50 €, hors la prime d'ancienneté stipulée à l'article 23, et ce à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005, pour une année entière de présence ou, à défaut, *pro rata temporis*, sur la base de

151,67 heures de travail effectif par mois, est majoré, afin de tenir compte de l'augmentation du SMIC au 1<sup>er</sup> juillet 2005, et porté à 15 950,00 € pour l'année 2005, valeur qui constituera *de facto* la garantie annuelle applicable aux coefficients 135 et 140.

Cette garantie comprend les éléments permanents de la rémunération et la majoration de 8,50 % prévue au 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 22.

3° La garantie annuelle du coefficient 150, comprenant les éléments permanents de la rémunération et la majoration de 8,50 % prévue au 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 22, est portée à 16 150 € pour l'année 2005.

4° La garantie annuelle 2005 des coefficients 155, 160 et 165, comprenant les éléments permanents de la rémunération et la majoration de 8,50 % prévue au 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 22, portée, par accord du 1<sup>er</sup> février 2005 :

- à 16 000 € au coefficient 155 ;
- à 16 400 € au coefficient 160 ;
- à 16 800 € au coefficient 165,

est majorée à titre exceptionnel, ce qui la porte :

- à 16 350 € au coefficient 155 ;
- à 16 550 € au coefficient 160 ;
- à 16 850 € au coefficient 165.

5° Il appartiendra aux services interentreprises de santé au travail employeurs de s'assurer, au 31 décembre 2005, que chacun des salariés concernés aura bien perçu, proportionnellement à son temps de travail effectif, au titre de l'année 2005, une rémunération globale annuelle au moins égale aux garanties ci-dessus et, si tel n'est pas le cas, de compléter, proportionnellement au temps de travail effectif, la rémunération globale annuelle effectivement versée au titre de l'année 2005, pour qu'elle ne soit pas, selon le cas, inférieure à l'un ou l'autre de ces montants.

6° Les parties signataires du présent accord de salaires rappellent par ailleurs que, pour 2006, la négociation sera conduite de telle sorte que, en cas d'accord, l'évolution en pourcentage des rémunérations minimales conventionnelles des employés et cadres autres que médecins du travail et celles des médecins du travail soient égales.

Fait à Paris, le 8 septembre 2005.

(Suivent les signatures.)